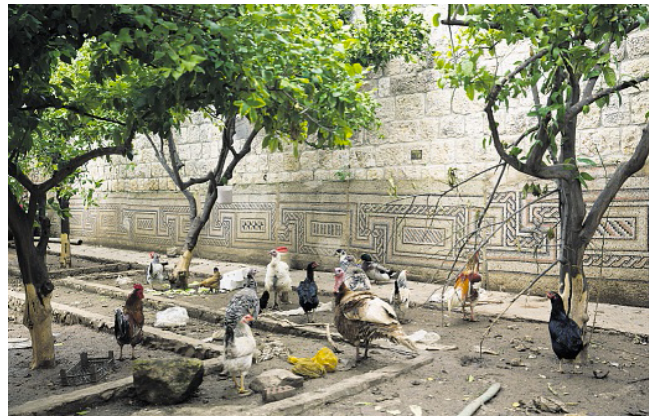


REPORTAGE SUR LE TERRAIN



Maaret Al-Nouman, ville pilonnée depuis des mois et la plupart des habitants ont fui



Les collections de ce musée bombardé ont disparu après le passage de l'armée. Désormais le jardin orné de mosaïques sert de poulailler



Quartier de Zamalka, banlieue de Damas, bâtiment touché par un tir de mortier de l'armée syrienne le 6 février 2013



Faiblement armés, les insurgés ont du mal à prendre l'initiative. Ils passent beaucoup de temps à attendre dans des tranchées sommaires. Deux jours plus tard, dix d'entre eux ont été tués à cet endroit.

© Matthias Bruggmann
www.galeriepolaris.com

Article tiré de GEO&POLITIQUE, cahier du Monde n° 21194 daté du Dimanche 10 et lundi 11 mars 2013.

Matthias Bruggmann, photographe suisse de 34 ans, a passé plusieurs semaines dans la région de Maaret Al-Nouman, à environ 150 kms au sud d'Alep. Cette zone agricole est entièrement contrôlée par l'opposition au régime de Bachar Al-Assad depuis le début de l'année. Les images provenant de ces zones rurales sont rares car la plupart des combats médiatisés se déroulent dans les villes.

« Ce qui m'a frappé raconte Matthias Bruggmann, est l'énorme sentiment d'abandon des insurgés et le grand dénuement de la population. Les gens sont à bout. Ils n'ont pas les moyens de fuir ou à peine. Les conditions de vie sont incroyablement difficiles, il n'y a ni électricité, ni eau courante, ni chauffage. Les populations sont harcelées par les bombardements dans les zones tenues par les opposants ».

Nous remercions tout particulièrement Matthias Bruggmann pour nous avoir autorisé à publier ses photos et ses commentaires.

HOMMAGE

Alors que nous nous apprêtons à publier la lettre du Gipri nous apprenons le décès de notre collègue Eric Remacle. Ancien étudiant du Gipri et devenu enseignant régulier de nos cours, il était membre du Conseil de Fondation.

Nous publions l'article que notre collègue nous avait envoyé au début de ce mois.

Tous les membres du Conseil de Fondation du Gipri expriment leurs condoléances à sa famille et à ses proches en rendant hommage à un homme qui oeuvrait pour un monde de paix.

Nous reproduisons ci-dessous l'hommage du GRIP de Bruxelles.

Gabriel Galice
Vice-président

Eric Remacle nous a quittés, le GRIP perd un ami



Notre ami Eric Remacle est décédé ce mercredi 22 mai 2013. Alors qu'il venait de prendre la parole dans le cadre d'un séminaire du Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches, à l'Institut de sociologie de l'ULB, Eric s'est effondré au milieu d'une phrase, foudroyé par un accident vasculaire cérébral.

Membre de l'Assemblée générale du GRIP, Eric Remacle a été chercheur au GRIP de 1987 à 1992, mais il est toujours resté un proche collaborateur et une ressource incontournable sur les questions de paix et désarmement.

Il enseignait les relations internationales, la communication multilingue et les études européennes à l'Université libre de Bruxelles et venait d'être élu président de la Coordination nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD), qui regroupe 48 organisations de jeunesse, de paix, de solidarité internationale et d'action pour la citoyenneté.

Eric était également membre du parti Ecolo, conseiller politique auprès du Ministre de la Recherche Jean-Marc Nollet, et siégeait depuis décembre 2012 au conseil communal d'Ixelles. Nous perdons non seulement un ami fidèle, mais aussi un grand intellectuel et un militant profondément engagé pour la paix et la solidarité internationale. Toute l'équipe du GRIP souhaite témoigner de sa profonde sympathie et présenter ses sincères condoléances à la famille d'Eric et à ses proches.

© GRIP 2012 - Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles, Tél.: +32.2.241.84.20, Fax. +32.2.245.19.33

URL source: <http://www.grip.org>

Mali : premiers enseignements après deux mois d'intervention étrangère

Le 10 janvier 2013, lorsque François Hollande déclenche l'opération militaire *Serval* au Mali, c'est une surprise dans les chancelleries et dans l'opinion.

Surprise d'abord parce que les déclarations des dirigeants français durant les trois mois précédents disaient l'inverse : « *Il n'y aura pas de troupes françaises* », « *Nous ne pouvons pas intervenir à la place des Africains* », « *C'est aux Africains d'intervenir, pas aux Français* »¹. La résolution 2085 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 20 décembre 2012 ne disait d'ailleurs rien d'autre puisqu'elle autorisait le déploiement « *d'une force internationale sous conduite africaine afin de rétablir la souveraineté malienne sur l'ensemble du territoire* » et insistait sur le dialogue politique à mener en parallèle².

Surprise donc également parce que cette guerre ne disposait pas d'une autorisation internationale. Pour éviter d'être accusée d'illégalité, la France a d'ailleurs obtenu en dernière minute³ un appel au secours du président malien par écrit afin d'habiller juridiquement cette décision au nom des accords militaires bilatéraux entre les deux pays. La presse occidentale avait été moins dupe lorsque Moscou avait procédé de la même manière pour justifier son entrée en Afghanistan en 1979....

Surprise enfin parce que l'on n'avait pas l'impression que la France considérait jusqu'alors comme une menace majeure pour ses intérêts la sécession touareg menée au nord par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA)⁴, l'instabilité politique à

Bamako suite à cette sécession, puis l'utilisation de cette situation par Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et les groupes islamistes locaux, en particulier Ançar Eddine, pour mener une offensive éclair vers le Sud et instaurer la charia par la force dans tout ou partie de ce pays affaibli.

Quelles motivations pour l'intervention ?

On n'a donc pas fini de gloser sur les motivations de François Hollande – dont il ne suffit pas de préjuger qu'il aurait eu besoin d'une guerre pour exister politiquement ou remonter dans les sondages. Certes, la France a des intérêts miniers dans la région sahélienne (uranium essentiellement au Niger, or au Mali, pétrole au Nigéria)⁵, certes elle a vu plusieurs de ses ressortissants pris en otage dans plusieurs pays de la région, certes le Sahel est devenu une zone de trafics de matières premières, d'armes⁶ et de stupéfiants⁷, certes la lutte contre AQMI a contribué depuis une dizaine d'années à orienter les efforts militaires des Etats-Unis vers le Sahel, ce qui n'a pas manqué de conduire la France à maintenir sa propre attention pour la région.

Il y a sans doute un peu de tout cela dans l'explication du déclenchement de *Serval*, mais cela ne répond pas aux questions : pourquoi le Mali et non d'autres pays et pourquoi à ce moment-là ? Les commentateurs ont insisté sur le fait qu'après avoir pensé pouvoir sous-traiter cette guerre aux Algériens et à plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest via la CEDEAO⁸ ou l'Union africaine, Paris a dû déchanter – en particulier après le voyage de François Hollande à Alger - et faire le travail elle-même, avec le soutien du seul Tchad qui a un intérêt plus direct à affaiblir AQMI à sa frontière nord. L'état-major français qui aurait voulu éviter initialement de se retrouver en première ligne aurait considéré qu'une percée d'AQMI vers le sud était imminente et que l'on ne

⁵ Conférence de Raf Custers du GRESEA aux *Midis de la CNAPD*, 20 février 2013.

⁶ Georges Berghezan, *Côte d'Ivoire et Mali, au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest*, Les Rapports du GRIP, Bruxelles, 2013/1.

⁷ *Le Monde diplomatique*, février 2013.

⁸ Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest. Cette organisation a déjà mené des opérations militaires conjointes d'initiative ou sur mandat des Nations Unies, notamment dans le conflit de Sierra Leone.

¹ Déclarations successives du Président de la République François Hollande et du Ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian entre octobre et décembre 2012 (*La Croix*, 24 décembre 2012).

² Résolution 2085 du Conseil de sécurité du 20 décembre 2012.

³ *Le Canard enchaîné*, 6 février 2013, p. 3.

⁴ Créé en octobre 2011.

pouvait plus attendre, sauf à laisser un émirat islamiste s'instaurer à Bamako et devenir une source de problèmes régionaux récurrents pour tous les pays riverains dont plusieurs représentent eux de plus sérieux intérêts pour Paris. Que l'on pense notamment au Niger, au Tchad, à la République centrafricaine, au Burkina Faso⁹, à la Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Togo, de fidèles alliés de la France où elle est intervenue politiquement ou militairement à de nombreuses reprises, y compris récemment lorsqu'elle s'est portée au secours du président tchadien Idriss Déby contre son opposition armée, ou a contribué à installer Alassane Ouattara à la place de Laurent Gbagbo à la présidence ivoirienne. Faute d'accès aux sources confidentielles qui pourraient éclairer davantage le dessous des cartes, on peut donc décrypter le choix français comme une lecture de la région sahélienne en termes de 'théorie des dominos', pouvant de proche en proche toucher à des intérêts stratégiques et miniers dans les pays voisins et menacer à terme des alliés clés de Paris.

Ce faisant, la France – et avec elle la Belgique qui s'est associée à l'opération pour des raisons elles aussi peu explicites (sans doute les intérêts belges dans l'exploitation d'uranium au Niger) – a écarté plusieurs questions qu'il convient de reposer ici pour prendre date car, contrairement aux apparences, la guerre du Mali (il vaudrait sans doute mieux dire la guerre du Sahel) est loin d'être terminée.

Pompiers pyromanes

Tout d'abord, on n'a pas fini de payer le prix du syndrome du 'pompier pyromane' dans cette région. En effet, en alimentant généreusement la rébellion libyenne en armements depuis 2010, plusieurs pays européens¹⁰ ont contribué à renforcer la disponibilité d'équipements militaires sophistiqués pour des mouvements tels le MNLA ou Ançar Eddine¹¹. Il en est d'ailleurs de même

⁹ Ouagadougou héberge les représentants du MNLA touareg et a proposé une médiation entre Bamako et Ançar Eddine.

¹⁰ Et du Golfe comme le Qatar, mais pour ceux-ci l'effet domino convient à leurs intérêts de politique étrangère qui visent à étendre l'islamisme politique dans tout pays de confession musulmane majoritaire ou minoritaire, y compris par les armes.

¹¹ Sur la prolifération des armes suite au conflit libyen, voir par exemple Christopher M. Blanchard, *Libya : Transition and U.S. Policy*, Congressional Research Service, 7-5700, Washington DC, 18 octobre 2012.

des armements distribués à la rébellion ivoirienne par la France et qui ont atterri *in fine* dans les mains de ses ennemis au Mali¹². Ce n'est pas la première ni la dernière fois malheureusement¹³. Un durcissement des critères du Code de conduite européen en matière d'exportations d'armes s'impose à l'évidence.

Causes profondes des conflits et nécessité d'un retour à la médiation

En second lieu, la France et ses alliés ne se sont guère préoccupés des causes profondes du conflit, c'est là aussi malheureusement un biais récurrent de toutes les interventions militaires de ce type. Tout d'abord l'instabilité politique du Mali est plutôt récente - il y a dix ans on célébrait encore le 'miracle malien' d'une cohabitation harmonieuse dans un si pauvre pays réalisée sous la présidence d'Alpha Oumar Konaré. Ce qui y a contribué, ce sont sans aucun doute, les trafics d'armes ou de stupéfiants en pleine hausse, l'encouragement à une privatisation de l'économie, qui accroît les tentations prédatrices sur les ressources de la part d'une multiplicité d'acteurs locaux et extérieurs, une trop faible attention portée aux inégalités sociales et régionales internes. Ce qui caractérise avant tout la '*Françafrique*', c'est l'encouragement de ce modèle socio-économique qui favorise les intérêts étrangers et ceux d'une bourgeoisie compradore sur place (que celle-ci soit elle-même traversée de luttes d'influence est ici secondaire) plutôt que ceux des populations locales, en cela on n'est pas encore sorti de ce modèle, que confortent d'ailleurs des organisations comme le FMI ou l'UE dans leurs recommandations et conditionnalités. Ce n'est évidemment pas en soutenant à bout de bras un gouvernement malien putschiste et peu légitime, ni en ruinant les lentes négociations politiques que l'Algérie et le Burkina Faso portaient depuis une bonne année, que la France s'attaquera aux causes profondes de la guerre civile malienne qu'elle a au moins indirectement alimentée.

¹² Georges Berghezan, *op. cit.*

¹³ On se souviendra des missiles Exocet français utilisés par l'Argentine contre la flotte britannique aux Malouines en 1982 (alors que Paris soutenait Londres dans ce conflit) et des avions de combat Mirage français utilisés par l'Irak contre les troupes américaines... et françaises au Koweït en 1991. Ces deux cas ont d'ailleurs contribué à inciter les Européens à adopter en 1991-92 les critères de leur Code de conduite en matière d'exportations d'armements.

S'attaquer aux causes profondes des conflits dans la région, ce peut être une source d'action pour des petits Etats moins directement impliqués dans l'héritage post-colonial et les grands enjeux économiques d'Afrique de l'Ouest, comme la Suisse. Avec d'autres pays francophones de la région (Algérie, Burkina Faso), un tel pays dont l'expertise est reconnue en matière de bons offices pourrait-il imaginer les contours d'un cadre de négociation entre le MNLA, les groupes islamistes et le pouvoir sous la médiation d'un groupe d'Etats tiers perçus comme impartiaux ?

L'échec américain (également celui de toute l'OTAN, y compris la France) en Afghanistan est en tout cas là pour nous rappeler que le recours aux armes permet une victoire temporaire, rarement définitive. Devant les stratégies des groupes tels AQMI, héritier du GSPC algérien, qui visent par des opérations 'coup de poing' à se créer des bases permanentes pour un 'Sahélistan' qui transcende les vieilles frontières, une victoire militaire sera elle aussi illusoire. Seule une action politique de dialogue entre forces nationales et une action socio-économique de développement plus égalitaire par la mobilisation des forces sociales des pays concernés constitue une ébauche de solution plus stable et favorable à la justice sociale et à la paix en Afrique de l'Ouest.

Et l'Europe ? Et l'ONU ? Et les organisations africaines ?

Ceci nous renvoie à un troisième enjeu, celui du rôle des organisations régionales et internationales.

L'Union européenne n'a pas à ce jour défini de politique cohérente et proactive pour la région sahéenne et l'Afrique de l'Ouest¹⁴. Cela tient à la prégnance des stratégies post-coloniales française et britannique dans cette région, mais aussi au fait que la lecture de la région par les Etats-Unis et la plupart des Européens est centrée sur leurs propres intérêts comme on l'a déjà souligné, à savoir la lutte antiterroriste et le contrôle des ressources naturelles et des minerais. L'UE souffre aussi du fait que sa politique méditerranéenne (à l'égard de l'Algérie ou du

Maroc) a peu à voir avec sa politique de soutien aux pays d'Afrique subsaharienne (dans le cadre des accords de Cotonou), lesquels se trouvent d'ailleurs de moins en moins appréhendés comme un ensemble homogène, dès lors que l'UE privilégie désormais les relations pays par pays, dans le cadre de la différenciation commerciale et politique qu'elle affectionne au travers tant les Accords de Partenariat économique avec les ACP que des Accords euroméditerranéens avec les pays d'Afrique du Nord. A force de morceler les relations avec ses propres interlocuteurs sur place, l'UE fragmente sa représentation du monde et renforce le risque de ne plus voir le monde qu'au travers de ses propres intérêts. La création de son service européen d'action extérieure n'a de ce point de vue rien modifié, alors qu'il vise (en théorie) à renforcer les cohérences entre politiques.

Mais en fin de compte, la seule initiative qu'ait pu prendre l'UE, c'est de déployer une force de formation des militaires maliens, l'EUTM (et la traditionnelle aide humanitaire). Manière habile de soutenir la France, le gouvernement malien et le Tchad, sans trop se mouiller dans les errements de leurs politiques et surtout dans les bavures désormais bien connues de leurs forces¹⁵, mais assurément faible réponse à l'ampleur des questions, politiques, sociales et économiques de la région. On rêverait d'une action politique et économique UE-UA ou UE-CEDEAO fondée sur une analyse menée en commun et une mobilisation des forces sociales sur place, mais on en est loin. La France elle-même ne voit l'Europe que comme le relais de ses intérêts nationaux, c'est bien le signe que Bruxelles n'agit que dans le prolongement de la volonté de ses Etats membres, non à leur place ou en vertu de considérations plus universelles.

Les pays de la région eux-mêmes hésitent d'ailleurs à s'impliquer tant ils craignent un effet-boomerang en termes de déstabilisation et un enlèvement dans un pays voisin. Peut-être s'agirait-il de les écouter davantage. Si Alger et Ouagadougou ont cherché depuis plus d'un an à renouer les fils d'une négociation, c'est en raison de la priorité qu'ils placent dans les solutions politiques. Le MNLA touareg a lui aussi insisté

¹⁴ Une ébauche en a été proposée dans une étude (non un rapport) du Parlement européen : *A Coherent EU Strategy for the Sahel*, European Parliament, Directorate-General for External Policies, Policy Department, PE 433.778, Bruxelles, mai 2011.

¹⁵ Voir <http://www.hrw.org/africa/mali> (Human Rights Watch), http://www.fidh.org/-Mali.305-?id_mot=26 (FIDH), <http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR37/003/2013/en> (Amnesty International).

après le déclenchement de Serval sur la solution politique et s'il s'est rapproché militairement de la France depuis février, cela ne l'empêche pas de plaider régulièrement pour revenir à une table de négociation.

Quant à l'avenir, comme le souligne le journaliste Antoine Glaser, spécialiste de la région, il n'est pas rose : accroissement de l'insécurité, chute des revenus du tourisme, affaiblissement socio-économique durable, que cette guerre n'ont pas enrayerés, au contraire¹⁶. On ajoutera qu'aucune solution à terme ne peut être trouvée sans reprendre le fil de l'origine du conflit, à savoir la sécession de l'Azawad touareg et arabe. Or les exactions contre les populations arabes et touaregs se sont multipliées lors de la guerre de reconquête du nord, ce qui ne manque pas de laisser des cicatrices encore plus béantes qui risquent de paralyser tout futur dialogue et encore moins une réconciliation. Même si les Français peuvent se réjouir d'avoir atteint plusieurs objectifs militaires à court terme, ils risquent de devoir rester sur place bien plus longtemps qu'annoncé¹⁷.

Certes, à court terme les troupes franco-tchadomaliennes l'ont emporté, mais ce sera une victoire à la Pyrrhus, aux prix d'atrocités commises sur place (sans aucun doute dignes de la Cour pénale internationale), dans un contexte de sous-information soulignée par 'Reporters sans frontières' et bien d'autres journalistes. A la guerre de position succédera sans doute une guerre de guérilla, longue et pénible, face à laquelle les Etats de la CEDEAO ont encore moins envie de faire face. La tentative désespérée de Laurent Fabius de rallier ces Etats tardivement pour que la France puisse passer le relais à une force africaine mandatée par l'ONU s'avère dès lors de plus en plus hasardeuse. Le Sommet de la CEDEAO tenu à Yamoussoukro le 27 février dernier n'a assurément pas débloqué la situation puisque la demande tchadienne d'une accélération des déploiements des autres pays au sein de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) a été suivie de peu d'effets et que les autres Etats insistent pour disposer d'un soutien

financier et en équipements accru de la France ou de l'ONU aux forces qui leur sont demandées¹⁸.

Revenir aux questions politiques et socio-économiques est urgent. A défaut d'une vigilance à ce propos, François Hollande risque que de s'embourber dans ce que d'aucuns qualifient déjà comme son 'Afghanistan de proximité'.

Eric Remacle
Professeur à l'Université Libre de Bruxelles
Mai 2013

Un des auteurs préférés d'Éric Remacle était Stefan Zweig. Voici une citation qui résume bien son engagement pour la démocratie et contre la guerre au sein de la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie :

« Il n'est qu'une erreur et qu'un crime: vouloir enfermer la diversité du monde dans des doctrines et des systèmes. C'est une erreur que de détourner d'autres hommes de leur libre jugement, de leur volonté propre, et de leur imposer quelque chose qui n'est pas en eux. Seuls agissent ainsi ceux qui ne respectent pas la liberté, et Montaigne n'a rien tant haï que la « frénésie », le furieux délire des dictateurs de l'esprit, qui veulent avec arrogance et vanité imposer au monde leur « nouveauté » comme la seule et indiscutable vérité, et pour qui le sang de centaines de milliers d'hommes n'est rien pourvu que leur cause triomphe ».

Stefan Zweig

Source : <http://www.cnagd.be>

¹⁶ Interview dans *Le Soir* du 29 janvier 2013.

¹⁷ C'est en tout cas la prédiction de Bernard Adam, *Mali : l'annonce de la mort de chefs djihadistes ne devrait pas occulter les difficultés sur le front*, GRIP, Note d'analyse, Bruxelles, 6 mars 2013.

[La lettre du GIPRI, N° 18, Mai 2013](#)

¹⁸ *Le Point*, Paris, 27 février 2013.

IRAN 2013 : Bref état des lieux

Dévoilant le 4 février dernier deux nouveaux satellites, le président de la « république islamique d'Iran », Mahmud Ahmadinejad a déclaré : « Je suis prêt à être le premier Iranien qui sera sacrifié par les savants de mon pays et aller dans l'espace. ». L'abnégation du président iranien repose sur son sens altruiste du sacrifice. Il l'impose quotidiennement à son peuple aux plans démocratiques, sécuritaires et alimentaires. L'annonce de sa promotion spatiale constituera certainement une novation de taille. La liberté des savants évoquée par Ahmadinejad est circonscrite à l'exécution obligatoire des volontés de la théocratie autoritaire au pouvoir à Téhéran. Elle ne dépasse pas celle qui prévalait du temps de la « science soviétique ». Quant à « aller dans l'espace », que le président iranien se rassure, il y est déjà. Le problème est qu'il y entraîne son peuple. Pauvreté, dureté et pénuries sont les trois mamelles du régime iranien en vigueur. Les restrictions aux libertés publiques et privées imposées à la population font de l'ancienne Perse un vaisseau spatial dont la proue n'est autre qu'Ahmadinejad. Mais au-delà des considérations présidentielles et des commentaires ironiques qu'elles induisent, la situation exécutive, civile, militaire et diplomatique de l'Iran est inquiétante.

Au plan exécutif

Contrairement à ce que son titre tend à faire croire, le « président de la république islamique d'Iran » n'est qu'un maillon presque faible du régime des mollahs, peu représentatif. Le président n'est pas le chef de l'Etat. Cette fonction est attribuée au « guide suprême », l'ayatollah, « signe de Dieu sur terre » est coopté par son prédécesseur. Il constitue le noyau dur de la structure de l'Etat. Cette singularité institutionnelle est un leurre permettant l'illusion d'une démocratie présidentielle.

Au plan civil

La population est réduite à la portion congrue d'un système plaçant les mollahs au centre de toutes opérations marchandes,

politiques, économiques, bancaires, etc. Les interdictions et les obligations dépassent en nombre et en intensité les droits et les libertés. Une schizophrénie politique sépare le peuple de son administration par deux modes de vie. L'un, privé, prend ses distances par rapport à la législation et l'autre, public, dans lequel presque tout est interdit.

Au plan militaire

L'armée obéit à l'idéologie cléricale au pouvoir, quels que soient les intérêts stratégiques du pays. Elle appuie l'autorité publique en procédant aux opérations de répressions et en appliquant des opérations de police.

Au plan diplomatique

Le résultat est l'encerclement de l'Iran par des bases militaires américaines et un environnement géopolitique, qui, en dehors du Tadjikistan persophone, et, dans une certaine mesure, de la Russie et de la Chine, lui est inamical ou franchement hostile. L'Iran est en indécatesse avec ses voisins en général, en contentieux territorial, culturel et religieux avec ses voisins arabes en particulier et désigne l'« entité sioniste » comme l'ennemi commun à abattre, à l'intérieur et à l'extérieur. Cette relation internationale fondée sur le dogme et la force nuit aux intérêts généraux de l'Iran. Elle sert en revanche ceux du régime en place. Celui-ci ne manque pas de l'utiliser. Les déclarations du président iranien sont symptomatiques d'un régime introspectif et autoritaire. Ce régime repose sur la branche chiite de l'Islam. Elle vénère Ali, gendre du prophète Muhammad et impose le devoir de sacrifice. L'équipe en place procède ainsi et dans l'isolement à l'esprit d'Etat pur, assiégé, au sein duquel tout est permis à l'oligarchie et tout est prohibé au peuple. Telle est la dure réalité que subit le peuple iranien par le biais de leurs et de restrictions de toutes sortes.

Juge Pierre Saba
6 février 2013

La Corée du Nord, une menace internationale réelle ou une menace pour elle-même?

Ces derniers mois ont été l'occasion de rappeler à tout un chacun que si l'évolution de la géopolitique mondiale a été rapide ces dernières décennies, le XXI^e siècle n'est pas exempt des retombées des conflits du XX^e siècle. La guerre entre les deux Corées (1950-53), un des points chauds de la Guerre Froide, en est un exemple. La Corée du Nord se rappelle à notre souvenir de temps à autre et fait surface dans l'actualité en montrant sa capacité de nuisance, mais peut-être aussi sa manière obsolète de percevoir des relations géopolitiques en pleine mutation depuis la chute du mur de Berlin.

Le régime nord-coréen a été mis en place au retour de Kim Il-Sung, réfugié en Russie et en Chine après sa fuite de la péninsule sous le joug japonais, connu comme étant le résistant le plus radical selon les autorités japonaises. Depuis, une dynastie s'est constituée autour de la personnalité hors-norme du leader nord-coréen. Le pays s'est enfermé dans une dynamique de repli et de déni du monde extérieur, d'autant plus décalé pour nos regards occidentaux depuis la fin de la Guerre Froide. La Corée du Nord se trouvant de plus en plus isolée, à peine soutenue diplomatiquement par ses alliées que sont la Russie et la Chine, elle a durci encore son régime et ne semble plus être capable d'évoluer, vivant tournée sur son passé et son père de la Nation Kim Il-Sung.

Le processus d'intronisation entre 1994 et 1997 de son fils Kim Jong-Il se déroula sans heurts, mais les circonstances internationales ont permis de mettre en place un processus de négociations pour la paix. La Chine ouvrait son économie et les USA de Clinton semblaient également plus enclins à discuter. De son côté, la Corée du Sud se démocratisait et les conditions semblaient réunies pour mettre en place un processus de paix remplaçant le cessez-le-feu de 1953. L'arrivée de Kim Dae-Jung au pouvoir en Corée du Sud en 1998 a permis de grandes avancées dans ces discussions, ce qui lui vaudra le prix Nobel de la Paix pour son ouverture et sa

"Sunshine policy" avec son voisin du Nord, et ouvrant la voie dès 2003 à des pourparlers à 6 (USA, Chine, Japon, Russie, Corée du Sud et Corée du Nord). Les tensions s'apaisent et l'ouverture entre les deux pays permet une coopération économique, notamment autour de Kaesong, une zone de libre échange. Pour la première fois aussi, des visites sont autorisées entre les familles séparées depuis 60 ans.

Pourtant, un des points internationaux emblématiques des discussions autour de la Corée du Nord est l'utilisation de l'arme nucléaire. Les récentes offensives de Kim Jong-Un, au pouvoir depuis la mort de son père en 2011, visaient à démontrer l'avancée technologique de la Corée du Nord dans ce domaine afin de devenir une menace concrète, lui donnant une position de force dans les négociations internationales. Depuis les traités de restrictions sur la prolifération des armes nucléaires, le développement de l'arme nucléaire est prohibé et d'autant plus pour des pays jugés "instables". La Corée du Nord tente pourtant de mettre en place cette technologie, sous couvert de développement de centrales nucléaires notamment. Les pourparlers entre Bill Clinton et la Corée du Nord avaient permis de freiner les velléités du pays en la matière tout en accédant aux technologies nucléaires énergétiques. Depuis, la Corée du Nord semble jouer au chat et à la souris, soufflant le chaud et le froid sur des promesses faites, brisées, donc sanctionnées par l'ONU, réitérées ensuite pour obtenir de l'aide humanitaire ou d'autres avantages. Ce jeu politique dangereux change à chaque fois que de nouveaux acteurs prennent le pouvoir politique de part et d'autre de la table de négociations. Si Kim Jong-Il était passé dans l'art de jouer le bluff sur la scène internationale, son successeur, Kim Jong-Un semble avoir perdu la maîtrise de "la main", plus forte dans les possibilités de concrétisation, mais affaiblie par des années de pratique, et élimée par le doute que le jeune leader puisse réellement exécuter ses menaces. Cet affaiblissement et ces doutes l'ont obligé à une escalade dans un bluff ayant tenu le monde en haleine pendant quelques jours.

Cependant, une grande partie des réponses pour le décryptage de la situation ne provient ni de la stabilité mentale de Kim Jong-Un, ni de l'arme nucléaire en soi, mais de la stabilité et la structure politique interne de la Corée du Nord. Elle nous permet de comprendre les enjeux et le

comportement des deux derniers dirigeants nord-coréens, qui se situent donc aussi bien sur la scène internationale que sur la politique interne. En effet, le culte de la personnalité voué au fondateur Kim Il-Sung semble avoir ancré dans la structure politique en place un zèle à suivre à la lettre ses préceptes. Ses successeurs ne sont légitimes que parce qu'ils sont issus de la lignée et portent symboliquement le poids de l'idéologie du père ou du grand-père, amenant à comprendre la réticence de changement au sein du fonctionnement du régime par l'élite en place. Ainsi malgré une apparente dictature portée par un seul homme, les héritiers du pouvoir n'ont que peu de marge de manœuvre politique, car ce pouvoir est tronqué par le devoir de démonstration de leur autorité sur ces élites internes et notamment militaires. D'aucuns diront donc que les actions offensives militaires internationales sont également dictées par le besoin de démontrer une détermination de conserver un statut international important après des tentatives d'ouvertures économiques ou de libéralisation en interne: l'offensive contre un patrouilleur sud-coréen de 2002 suit la décision d'ouverture de la zone franche de Kaesong, l'incident naval de 2009 fait suite à une remise en question de Kim Jong-Il au sein même de son parti, et dernièrement la déclaration de guerre de Kim Jong-Un suit une déclaration de volonté d'ouverture du pays.

Entre la nécessité de maintenir la pression sur la scène internationale - afin d'être toujours perçu comme un acteur important et indépendant des pressions globalisantes - et le maintien de la stabilité du régime en place, Kim Jong-Un n'a pas hérité d'une situation des plus enviables en terme de marges de manœuvre, quelques soient ses velléités d'ouverture du pays. La possibilité d'être reconnue en tant que puissance nucléaire, dont le processus a été lancé par son père, semble lui donner un atout majeur dans la négociation internationale afin de rester en place dans un régime sclérosé par une élite passéiste.

Pour le futur, il faudra donc compter sur une Corée du Nord qui pourrait posséder l'arme nucléaire et prête à le démontrer s'il le faut et sur la capacité de son dirigeant à trouver le chemin de sa propre stabilisation politique interne, chemin passant par une transformation progressive des élites en place. Ceci a peut être commencé avec la nomination d'un nouveau général des armées, remplaçant l'instigateur des dernières offensives

militaires, symbole de l'ancienne ligne du régime. D'un autre côté, la scène internationale demeure importante et tout dépendra des interlocuteurs: l'évolution de la politique américaine et son soutien militaire au sud de la péninsule, le nouveau dirigeant chinois Xi Jinping, qui doit à la fois montrer son soutien à la Corée du Nord tout en assumant son rôle de leader géopolitique devenu indispensable dans toute négociation internationale, le Japon dont les désaccords avec la Corée du Sud peuvent déstabiliser cette alliance de circonstance fragile et, finalement, la Corée du Sud elle-même, dont l'attitude peut aggraver ou atténuer les menaces de son voisin du Nord. Avec un voisin aussi instable et potentiellement doté de l'arme nucléaire, quelle attitude adoptera la nouvelle présidente Park Geun-Hye? Sans aucun doute, sa ligne politique sera dans la même tonalité que son prédécesseur Lee Myun-Bak, qui avait rompu avec la volonté de dialogue, remettant à l'ordre du jour une position plus dure. Une Guerre de Corée relancée ne semble pas profiter à la Corée du Nord aujourd'hui. Mais tous les acteurs de ce jeu se doivent d'agir avec prudence afin de ne pas pousser le dirigeant nord-coréen dans ses derniers retranchements et donc le mettre en situation de *perte de face* qui l'obligerait à exécuter ses menaces, créant un nouveau jeu dangereux: quitte à tomber, tous tomberont avec moi!

Pauline Plagnat-Cantoreggi
Université de Genève
mai 2013



Les habitants de cette région agricole survivent grâce à la débrouille et au troc. Dans ce village il ne reste qu'une épicerie ouverte

© Matthias Bruggmann



Les guerres de l'empire global
Spéculations financières, guerres robotiques,
résistance démocratique
Alain Joxe, La Découverte, 2012

Dans son dernier essai *Les guerres de l'empire global*, le fondateur du CIRPES, Alain Joxe, approfondit la réflexion théorique de ses travaux antérieurs en actualisant son analyse de l'empire. Ce livre dense, détaillé, prospectif, vaut d'être lu par qui entend comprendre le désordre international.

Les trois parties de l'ouvrage correspondent partiellement aux trois segments du sous-titre. La première partie s'intitule « **Naissance d'une société politique globale, insécuritaire et violente** », la deuxième « **Stratégie militaire de l'empire sans tête** », la troisième « **La stratégie démocratique contre l'empire global** ».

Commencé lugubrement par une citation d'Elias Canetti d'où Joxe tire que « Le nouvel Hitler ne sera pas visible », le livre démonte le système impérial sans nom pour tenter de le contrarier. « C'est une guerre dont « le nouvel Hitler ne sera pas visible car ce ne sera pas un homme mais un système sans tête qui la déclencherà. Il faut construire cette hypothèse pour en combattre la réalisation par une politologie, une polémologie et une irénologie nouvelles. D'où les trois parties de ce livre. » (p.10)

Les quatre chapitres de la première partie sont « **Politique : la gouvernance insécuritaire remplace l'Etat protecteur** », « **Stratégie : terrorisme et contre-terrorisme global** », « **Economie : de la liberté d'entreprendre à la souveraineté des entreprises** » et

« **Criminalisation : l'entreprise financière souveraine, modèle mafieux généralisé ?** » Les deux charnières qui relient le sécuritaire à « la prédation des profits » sont les nouvelles technologies informatiques d'une part, la relation réciproque de la violence et de l'économie d'autre part. « Lorsque la compréhension d'un problème se situe manifestement à l'articulation de deux disciplines, comme la gestion de l'économie et celle de la violence, on est bien obligé de la référer à un concept créé pour former passage entre elles, comme celui de « néolibéralisme de guerre » (...) » (p.59) Selon Alain Joxe, « les trois échelles successives de prédation sont les empires, la bipolarité et la globalisation. » Au passage, Joxe relève que « l'expression « marché captif » elle-même établit la présence conjointe d'un concept économique et d'un concept stratégique militaire : elle implique l'embuscade, le piège et la défaite des concurrents avant toute concurrence, qui aboutit à la captivité du marché. » (p.63) Les firmes transnationales « réellement souveraines rejoignent donc le modèle du chaos privé de Hobbes ». La marchandisation généralisée et l'addiction aux besoins superflus portés par les marques conduit à la « destruction de la sécurisation du temps long des vies humaines. »

La seconde partie « **Stratégies militaires de l'empire sans tête** » témoigne de la grande connaissance par l'auteur des doctrines, tactiques et politiques contradictoires de l'empire américain. L'empire tisse progressivement une toile globale depuis 1947, découpant le globe terrestre en zones de commandement. « Le deuxième processus essentiel ayant façonné l'organisation de la puissance américaine sur le modèle des firmes transnationales concerne l'industrie d'armement » (p.104) « L'administration Clinton lance en 1994 le concept général de « révolution dans les affaires militaires » qui met l'accent sur la « guerre de l'information » en même temps que sur l'importance des « opérations de paix. » (p.105) Le complexe militaro-industriel « apparaît plus que jamais comme le lieu d'un keynésianisme militaire planifié, promu autant par les républicains que par les démocrates. » (p.106)

A partir de 1999, l'OTAN cesse d'être une alliance militaire défensive et localisée pour devenir préemptive et ubiquiste. Obama poursuit, plus discrètement, les orientations et réorientations de Bush. Le dispositif nouveau est

isomorphe aux ambitions disparates et fragmentaires de l'empire décervelé ou la technique, la tactique et la congruence d'intérêts composites tient lieu de politique. Alain Joxe confronte la relecture de Clausewitz aux dispositifs militaires aujourd'hui en action. Clausewitz distinguait le *Zweck*, objectif politique ultime, du *Ziel*, visée militaire. L'effacement des souverainetés étatiques au profit des buts financiers ou militaro-industriels brouille l'articulation de la fin et des moyens, et infléchit la notion même d'empire : « Cette absence de projet politique procède de deux causalités historiques qui s'additionnent, non sans contradictions : la définition historiquement non colonialiste, de l'empire américain et la définition, non politique, de l'empire financier global dont les Etats-unis ne sont plus que la tête apparente » (p.194). « Nous devons analyser le retour d'une panoplie de dissuasion » par la menace préemptive des missiles du « bouclier antimissile », proposé de nos jours à l'OTAN et qui a la même forme préemptive (riposte automatique en cas d'attaque surprise). Ce projet sert explicitement à évacuer le consensus politique au sein d'une coalition, au profit d'une décision stéréotypée du leadership militaire. (...) on peut voir dans l'OTAN un dispositif destiné à en finir avec la définition de la guerre comme acte d'une décision souveraine d'Etat et, au-delà même de la suppression de la souveraineté des Etats, comme une décision sociale. » (p. 199) « C'est l'avènement d'une *souveraineté de l'arsenal*. » (p.200)

La troisième partie « La stratégie démocratique contre l'empire global » entreprend l'exploration de pistes alternatives au capitalisme transnational belligène : « Le néolibéralisme est l'idéologie d'un système oligarchique, militarisé et conservateur, visant au règne d'une noblesse financière globale » (p.207). Les « états de guerre » et « guerres urbaines » sont monnaie courante, les génocides et démocides (élimination politique d'un peuple) sont banalisés. La logique policière de répression sans négociation tend à supprimer la logique militaire débouchant sur la paix négociée. « Certes, l'éthique civique, commune à tous les peuples, ne peut être que la démocratie, mais nous sommes contraints de reprendre tout à la base, y compris de mot, démocratie : c'est un processus de prise de contrôle de force (*kratos*) sur des oligarchies par le peuple (*demos*), ce qui exige de la force et

de l'intelligence localisées, car il s'agit du peuple réel formé d'habitants vivants, voisins et solidaires. » (p.205-206) L'intelligence suppose de démasquer l'adversaire : « C'est là une bonne illustration de l'invisibilité du nouveau pouvoir des transnationales : on ne le voit pas si l'on croit qu'il est encore double, alors que pouvoir politique et pouvoir financier ne font plus qu'un dans l'affaiblissement de l'Etat démocratique. » (p.232) Alain Joxe propose un Conseil de sécurité de l'Union européenne (« donc, son Parlement »). Il faudrait exclure des groupes de travail « la plupart des représentants de la tendance OTAN ». L'échec d'un pilier européen de l'OTAN instruit de l'inexécutabilité du projet de défense européenne. En conclusion, Alain Joxe préconise de « démocratiser l'Union européenne. » Le rêve est séduisant mais est-il réalisable, a fortiori en politique étrangère ? Des alliances à géométrie variable, y compris avec la Russie (en matière d'industrie d'armement notamment), ne sont-elles pas plus plausibles ? De nombreux décideurs politiques devraient lire ce livre, grave mais pas désespéré.



Gabriel Galice



La peur des bombardements est telle que les gens n'organisent plus de grands enterrements. Ici, deux hommes pleurent la mort de leur frère, décapité par un obus de l'armée

© Matthias Bruggmann

Cours d'été 2013



FONDATION GIPRI **UNIVERSITÉ DE GENÈVE**

L'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève
en collaboration avec l'Université de Genève
organise à Genève du 2 au 13 septembre 2013
une Université d'été


**L'AFRIQUE
ENTRE CONFLITS
ET DÉVELOPPEMENT**

DIVERSITÉ DES ACTEURS ET DES INTERETS
MEDIATION DES CONFLITS
EAU - EXTRACTION DES RESSOURCES -
LAND GRABBING

Les inscriptions sont ouvertes. Nombre de places limité!

Taxe d'inscription: 500 CHF Possibilité d'aide financière

Fondation GIPRI
www.gipri.ch - info@gipri.ch
6 rte des Jeunes / 1227 Carouge
Genève / Suisse

Avec le soutien de la


Informations sur le site du Gipri www.gipri.ch

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.

**INSTITUT INTERNATIONAL DE
RECHERCHES POUR LA PAIX
A GENEVE (GIPRI)**

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), G. Galice
(vice-prés.), G. Antille (très.), J. Dubochet, J.
Deschamps, G. Harigel.

**Route des Jeunes, 6, Bâtiment 1, bureaux 38/39
1227 Carouge/GE Suisse
022 301 71 40
Site internet : www.gipri.ch,**